

Article

« Modernités. L'approche géographique et le changement du monde »

Joël Pailhé

Cahiers de géographie du Québec, vol. 32, n° 87, 1988, p. 361-362.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/021990ar>

DOI: 10.7202/021990ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

MODERNITÉS. L'APPROCHE GÉOGRAPHIQUE ET LE CHANGEMENT DU MONDE

par

Joël PAILHÉ

*Département de géographie, Université de Bordeaux III,
Talence 33405, Cedex, France*

Avancer le terme de modernité — destruction de toutes les valeurs anciennes sans leur dépassement, selon le mot de Jean Beaudrillard — à propos de l'approche géographique et du changement du monde implique un risque: celui d'évoquer prioritairement les rapports de la géographie avec les changements dans le domaine de la représentation du monde. Un seul exemple suffit ici: la proclamation de la « fin des idéologies » a de nombreuses résonances dans le discours géographiques, d'hier et d'aujourd'hui. Cette circonspection à l'égard des idéologies a tout de même un aspect positif, celui de ne pas céder facilement aux modes. Pensons aux effets dévastateurs du jdanovisme, à l'aube des années 50, dans la psychanalyse ou la biologie. La géographie a été épargnée. En corollaire, les « retards » dans la prise en compte du structuralisme chez les géographes a permis une utilisation de ces méthodes, dégraissées de leur effet de mode.

Dans les textes proposés au débat, se rencontre donc la pratique géographique confrontée aux transformations du monde réel. Comme les autres sciences récentes, la géographie se transforme avec la société, mais évidemment en suivant des rythmes différents. Les changements économiques et sociaux constituent eux-mêmes un problème non éludé dans les textes, comme l'indiquent les termes utilisés pour qualifier la période actuelle: période technico-scientifique (Milton Santos), transition du fordisme à l'accumulation flexible (David Harvey et Allen Scott), régulation post-keynésienne (Juan-Luis Klein). Dans tous les cas, la géographie n'est pas absente du débat, et Juan-Luis Klein pose le problème de la manière la plus nette: « Si nous acceptons que l'aspect spatial soit devenu un élément fondamental de la régulation post-keynésienne, nous sommes obligés d'accepter que la géographie se trouve devant un défi de taille ». Peut-on ajouter que la géographie est majoritairement fordiste, comme elle a été précapitaliste, colonialiste, (le « tropicalisme ») productiviste-économiste (années cinquante), planiste (les réseaux urbains) et, dans les années 70, *Small is beautiful*? Imperméabilité aux modes certes, mais porosité vis-à-vis des idées dominantes. David Harvey et Allen Scott insistent sur ces confrontations entre la géographie et les transformations des sociétés occidentales, de la régulation keynésienne au néo-conservatisme agressif américain et ouest-européen des années 80, avec le retour de la dimension spatiale dans la période d'accumulation flexible. Dans des termes différents, Milton Santos, avec un grand souci de périodisation et d'historicité,

pose une série de questions sur les changements actuels, sans indiquer les cases dans lesquelles la géographie s'insère. Au contraire, Eleonor Kofman insiste sur les tâches des géographes avec, à l'appui, les exemples de la R.F.A. et du Royaume-Uni, où le spatial fait irruption là où était attendu le sectoriel (le Sud de l'Angleterre, « nanti » et conservateur, le Nord en crise aiguë et travailliste). Nous sommes alors loin d'une géopolitique des traits permanents.

D'où l'insertion de nouvelles pratiques géographiques dans le monde d'aujourd'hui. Orlando Peña fait ressortir « Sept piliers » séparés en deux groupes : piliers traditionnels (description-explication-application) et actuels (géographie des appareils, géographie-loisirs, géographie-spectacle). Se retrouve donc ici le thème, développé par J.P. Ferrier, d'une nouvelle géographie classique. Les exemples abondent dans les divers textes. Retournons celui du rapport aux problèmes de l'environnement, évoqué par W.D. McTaggart. Après un bref aperçu sur les géographies positiviste et « radicale », W.D. McTaggart fait remarquer que les problèmes écologiques mettent en question l'une et l'autre des formulations classiques de la géographie nord-américaine.

Une tendance semble donc se dégager : un retour à l'espace comme dimension du changement social, comme aire de déploiement des rapports sociaux. Il en découle une nouvelle version du débat sur le rapport entre la géographie et les autres sciences sociales. Longtemps, la géographie a « squatterisé » les « sciences auxiliaires ». Aujourd'hui, les sciences sociales expriment un besoin (pas un désir !) d'idées produites sur l'espace. Perspectives inédites (et peut-être angoissantes) pour la pratique géographique.